

marchés #28 & gestion

Mai 2019

La newsletter de Federal Finance Gestion

De bonnes surprises pour les marchés financiers.

Bien que certains chiffres soient à modérer, les publications économiques mondiales rassurent les investisseurs. Les résultats des sociétés sont plutôt au rendez-vous et les marchés actions restent en progression significative depuis le début de l'année 2019.

Des statistiques rassurantes pour les États-Unis.

Malgré un ralentissement économique mondial qui se confirme, la croissance des États-Unis du premier trimestre est annoncée à +3,2 %, en première estimation. Toutefois, ce chiffre est à nuancer car il repose sur une forte augmentation des stocks. De plus, la consommation a été relativement fragilisée par les conséquences du Shutdown.

Les commandes de biens durables ont, quant à elles, été très positives le mois dernier.

Tous ces éléments confirment les prévisions de Federal Finance Gestion : la croissance des États-Unis pourrait rester solide d'ici à la fin de l'année (+2,4 % contre +2,9 % en 2018), avec une consommation soutenue par les hausses de salaire et un investissement plus dynamique.

La croissance économique chinoise, toujours sujet d'inquiétude pour les investisseurs.

Le gouvernement chinois a déjà pris plusieurs mesures de relance depuis le début de l'année, avec une diminution du coefficient des réserves obligatoires des banques, des baisses d'impôts et des relances de dépenses publiques (infrastructures). Bien que ces mesures se chiffrent à environ 300 milliards de dollars US, la Chine semble peiner à maintenir une bonne dynamique économique. Cependant, le gouvernement a annoncé être prêt à faire de nouvelles dépenses pour maintenir sa croissance au-dessus des +6 %.

En Europe, la situation est un peu plus tendue.

La croissance allemande montre des signes de faiblesse suite au ralentissement du commerce international. De plus, le secteur automobile n'a pas réussi à réguler son retard sur les normes environnementales et subit de plein fouet la baisse du marché mondial et notamment celui de la Chine.

Revue à +0,1 %, la croissance économique italienne continue d'inquiéter les marchés. Les agences de notation n'ont pas encore dégradé la note du pays

afin de laisser au gouvernement le temps de revoir sa copie budgétaire, process qui nécessitera sans doute de nombreux échanges avec les instances européennes. De l'autre côté de la Manche, la tournure que prend le Brexit est toujours confuse. Theresa May va-t-elle réussir à convaincre le Parlement - et plus particulièrement les travaillistes - de valider un accord avant le 22 mai, date ultime pour éviter une participation britannique aux élections européennes ? Dans le cas contraire, le report officiel de la validation du Brexit est fixé au 30 octobre 2019.

Plus au Sud, les socialistes ont remporté les élections espagnoles, mais sans majorité politique. Le prochain défi de l'Espagne sera donc de trouver une coalition pour son gouvernement.

Dans l'hexagone, Emmanuel Macron a annoncé un certain nombre de mesures afin de répondre à la crise des gilets jaunes : baisse de l'impôt sur le revenu au profit des classes moyennes, la suppression de l'ENA, abaissement du seuil du référendum pour permettre une expression de la parole citoyenne etc... La question est de savoir comment ces mesures vont être financées. Pour l'instant, le Président a déjà annoncé la suppression de niches fiscales accordées aux entreprises, celles-ci restant à définir.

Enfin, les discussions commerciales entre les États-Unis et l'Europe débutent avec des avis divergents, notamment entre la France et l'Allemagne. Poussée par l'intérêt lié aux exportations d'automobiles, l'Allemagne



est plus conciliante avec les États-Unis alors que la France ne souhaite pas négocier sous la pression américaine.

Tous ces éléments alimentent un climat d'inquiétude globale au sein de l'UE, dans un contexte de montée probable des eurosceptiques lors des prochaines élections européennes en mai.

La zone Euro est dans une moindre dynamique que les autres zones économiques, mais elle pourrait connaître une amélioration de son contexte avant la fin de l'année grâce à des augmentations de salaires – notamment en France et en Allemagne – qui contribueraient à une bonne dynamique de la consommation et permettraient à l'investissement de résister.

L'inflation reste faible, notamment en zone Euro.

Le mois dernier, la Banque Centrale américaine a décidé de suspendre la normalisation de sa politique monétaire en attendant que l'inflation se renforce. Après une légère hausse, cette dernière devrait se stabiliser aux États-Unis autour des +2 %.

En zone Euro, l'inflation continue de refluer et n'est pas au rendez-vous des attentes de la BCE, qui ne normalisera donc pas sa politique monétaire avant 2020.

Federal Finance Gestion estime que l'inflation peut rebondir, comme la croissance économique, dans la seconde partie de l'année pour deux raisons : les augmentations de salaires évoquées un peu plus haut et celle du prix du baril qui a déjà remonté à 71 dollars au 30 avril 2019. Cette récente hausse s'explique, d'une part, par la réduction de la production de l'OPEP visant à compenser l'augmentation de la production américaine et, d'autre part, par les menaces de sanctions de Donald Trump envers les pays qui étaient autorisés, jusqu'à

présent, à importer du pétrole iranien.

Les marchés actions favorisés par le contexte économique.

Sur les marchés, les niveaux de taux longs sont restés excessivement bas, en lien avec le ralentissement économique mondial et l'évolution de l'inflation. Les marchés actions, quant à eux, ont remonté grâce à un contexte économique plus solide qu'anticipé. Bien qu'un peu plus faibles que l'année dernière, les bénéfices sont également au rendez-vous aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

Les risques géopolitiques et la question importante de l'accord commercial Sino-américain devraient continuer à perturber les marchés au cours des prochaines semaines. Dans ce contexte, les niveaux de valorisation des actions (PER de 17 aux États-Unis et 13,7 en Europe) pourraient stagner autour des niveaux actuels.

Les prévisions de Federal Finance Gestion.

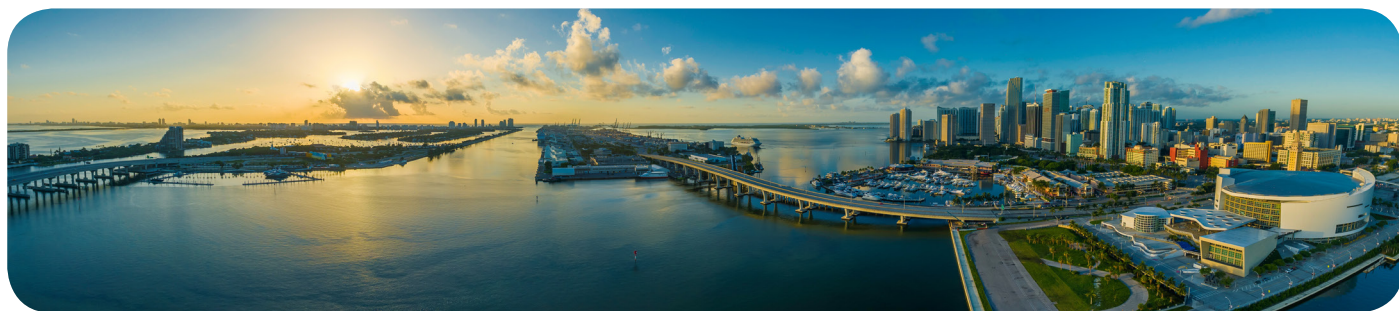
Federal Finance Gestion ne change pas ses prévisions annoncées le mois dernier, à savoir une légère augmentation des taux longs d'ici à la fin de l'année, encouragée par un rebond d'activité et une progression des niveaux d'inflation, ainsi qu'une bonne tenue des marchés actions qui pourraient connaître un moment de respiration totalement justifiée après une belle hausse de ce début d'année.

À propos de Federal Finance Gestion

Federal Finance Gestion, une société de gestion d'Arkéa Investment Services, est spécialisée en gestion d'actifs pour compte de tiers. Avec un encours de près de 37 milliards d'euros, elle se place au 17ème rang des sociétés de gestion au plan national. Les expertises de Federal Finance Gestion sont regroupées au sein de trois pôles (Mandat, Gestion privée et Cross Asset Solutions), à destination des clients particuliers et/ou institutionnels. Au service de l'ensemble de ces équipes de gestion, un pool « Analyse et Recherche » apporte son éclairage transversal, en particulier sur le thème de l'Investissement Socialement Responsable, une conviction historique de Federal Finance Gestion.

À propos d'Arkéa Investment Services

Arkéa Investment Services regroupe l'ensemble des spécialistes en gestion d'actifs et banque privée du groupe Arkéa. Fort d'un écosystème de boutiques expertes (Federal Finance Gestion, Schelcher Prince Gestion, SWEN Capital Partners, Vivienne Investissement, Mandarinne Gestion et Arkéa Banque Privée) totalisant plus de 50 Md€ d'encours, Arkéa Investment Services crée des solutions pour protéger et valoriser les placements de ses clients afin de leur permettre d'avoir confiance dans la réalisation de leurs projets.



Service Relations Clientèle

N°Cristal 0969 32 88 32

APPEL NON SURTAXE

contact@Federal-finance.fr

FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6500000 euros. Siren 378135610 RCS Brest. Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87378135610. Siège social : 1, allée Louis Lichou 29480 LE RELECQ-KERHUON. Adresse postale : BP 97 - 29802 BREST CEDEX 9.

Le présent document est purement informatif et ne constitue ni une offre de souscription, d'achat ou de toute autre transaction portant sur les instruments qui y sont visés, ni un conseil personnalisé d'investissement. Les futurs investisseurs doivent entreprendre les démarches nécessaires afin de déterminer eux-mêmes et/ou avec le concours de leurs conseillers l'adéquation de leur investissement, en fonction des considérations légales, fiscales et comptables qui leur sont applicables ainsi que leur sensibilité aux risques inhérents aux instruments financiers. Les valeurs figurant dans les portefeuilles modèles présentés ne comportent aucune garantie ni protection et le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué. Crédit photo adobe stock 60790721/129310737.